

Chambre  
des Représentants

SESSION 1955-1956.

9 NOVEMBRE 1955.

BUDGET  
du Corps de la Gendarmerie  
pour l'exercice 1956.

RAPPORT  
FAIT AU NOM DE LA  
COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE (1),  
PAR M. JUSTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet de budget du Corps de la Gendarmerie pour 1956 s'élève à 1,199,352,000 francs, en augmentation, par rapport au budget de 1955 de 3,353,000 francs (y compris les crédits supplémentaires, diminutions et ajustements).

Il nous paraît superflu de donner beaucoup de développement au rapport relatif aux prévisions budgétaires pour 1956, celles-ci n'ayant suscité aucune objection lors de la discussion générale au sein de votre Commission. Il faut d'ailleurs considérer que les crédits sollicités par le Corps de la Gendarmerie se rapportent en ordre principal à des dépenses de personnel de l'ordre de 1,110,061,000 francs.

*Remarques :* Les dépenses afférentes au personnel sont en augmentation de 12,009,000 francs par rapport à l'exercice 1955. Cette augmentation résulte de l'octroi à partir de 1956 du double pécule de vacances.

(1) Composition de la Commission : M. Joris, président; M. Brasseur, Mme de Moor-Van Sina, MM. Dewulf, Goffin, Jaminet, Lefèvre (Théodore), Marck, Mertens, Moyersoen, Van Goey, Verboven. — Mme Copée-Gerbinet, MM. Deconinck, Dejardin, De Kinder, Gelders, Juste, Namèche, Sercu, Van Eynde, Vercauteren. — Destenay, Mundeleer.

Voir :

4 - XI (1955-1956) :  
— N° 1 : Budget.

Kamer  
der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1955-1956.

9 NOVEMBER 1955.

BEGROTING  
van de Rijkswacht  
voor het dienstjaar 1956.

VERSLAG  
NAMENS DE  
COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING (1),  
UITGEBRACHT DOOR DE HEER JUSTE.

MEVROUWEN, MIJNE HERÉN,

Het ontwerp-begroting van de Rijkswacht voor 1956 bedraagt 1,199,352,000 frank, zijnde een verhoging van 3,353,000 frank tegenover de begroting voor 1955 (met inbegrip van de bijkredieten, verminderingen en aanpassingen).

Het lijkt ons overbodig een grote uitbreiding te geven aan het verslag over de begrotingsramingen voor 1956, daar deze laatste geen aanleiding gaven tot opmerkingen tijdens de algemene beraadslaging van uw Commissie. Men mag overigens niet uit het oog verliezen, dat de kredieten die voor de Rijkswacht aangevraagd worden, hoofdzakelijk, en dit ten belope van 1,110,061,000 frank, betrekking hebben op personeelsuitgaven.

*Opmerkingen :* De personeelsuitgaven bedragen 12 miljoen 9,000 frank meer dan voor het dienstjaar 1955. Die verhoging spruit voort uit de toekenning, vanaf 1956, van het dubbel verlofgeld.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heer Joris, voorzitter; de heer Brasseur, Mevr. de Moor-Van Sina, de heren Dewulf, Goffin, Jaminet, Lefèvre (Théodore), Marck, Mertens, Moyersoen, Van Goey, Verboven. — Mevr. Copée-Gerbinet, de heren Deconinck, Dejardin, De Kinder, Gelders, Juste, Namèche, Sercu, Van Eynde, Vercauteren. — Destenay, Mundeleer.

Zie :

4 - XI (1955-1956) :  
— N° 1 : Begroting.

**Dépenses de matériel  
et autres dépenses de fonctionnement.**

Un effort marqué a été fait afin de comprimer les dépenses.

Les réductions par rapport aux crédits de 1955 se décomposent comme suit :

Art. 9. — Téléphones et télégrammes . . . . .	fr. 493.000
Fourrages . . . . .	466.000
Munitions d'entraînement, explosifs et accessoires . . . . .	500.000
Divers . . . . .	171.000
Art. 10 . . . . .	985.000
Art. 12 (?) . . . . .	20.000
Art. 13. — Renouvellement des véhicules de transport . . . . .	1.986.000
Entretien des véhicules de combat . . . . .	208.000
Art. 14. — Les réductions les plus importantes se produisent aux postes : Titres de transport; transports généraux et autres frais de transport. Indemnités kilométriques, missions et déplacements à l'intérieur du pays. . . . .	3.037.000
Art. 17. — Réduction . . . . .	76.000
Art. 18 . . . . .	714.000
	Fr. 8.656.000

Soit au total une diminution de près de 10 % sur les dépenses de matériel et de fonctionnement.

**Effectif de la Gendarmerie.**

Quant aux effectifs de la Gendarmerie, ils se présentent comme suit :

Cadre : 12.162.

Existants : Au 31 mai 1955 : 11.912.

Prévus : Au 1<sup>er</sup> janvier 1956 : 11.927; au 31 décembre 1956 : 11.927.

Moyens budgétaires : Année 1955 : 11.910; Année 1956 : 11.861.

**Discussion générale.**

**Recrutement :**

a) Cadre des officiers;

b) Maintien de l'ordre public.

Un membre a demandé au Ministre si les bruits circulant au sujet d'une suspension de recrutement de gendarmes pendant 9 mois sont fondés et dans l'affirmative, il voudrait en connaître les motifs. Il voudrait également savoir si M. le Ministre estime que le cadre officier existant actuellement à la Gendarmerie suffit en cas de mobilisation. Il voudrait aussi savoir quel est le Ministre compétent en matière d'instructions à la gendarmerie en cas de manifestations et s'il y a des règles spéciales qui régissent la matière.

Le Ministre a répondu qu'il n'était nullement question de suspendre le recrutement de gendarmes en 1956. Le recrutement normal continuera. Ces recrutements s'effectueront trimestriellement en 1956.

Vu que les départs se répartissent sur les trois mois du trimestre, l'effectif moyen budgétaire du trimestre est inférieur à l'effectif réel aux premier et dernier jour du trimestre.

**Uitgaven voor materiële behoeften  
en andere werkingsuitgaven.**

Een merkbare inspanning werd gedaan om de uitgaven te besnoeien. De vermindering tegenover de kredieten voor 1955 zijn als volgt ingedeeld :

Art. 9. — Telefoongesprekken en telegrammen . . . . .	fr. 493.000
Fourrage . . . . .	466.000
Bekwamingsammunitie, springstoflen en bijhorigheden. . . . .	500.000
Allerlei . . . . .	171.000
Art. 10 . . . . .	985.000
Art. 12 (?) . . . . .	20.000
Art. 13. — Vernieuwing van de transportvoertuigen . . . . .	1.986.000
Onderhoud van de vechtwagens . . . . .	208.000
Art. 14. — De voornaamste verminderingen komen voor onder de posten : Reisbewijzen, algemeen vervoer en andere vervoerkosten, Kilometervergoedingen, zendingen en verplaatsingen in het binnenland . . . . .	3.037.000
Art. 17. — Vermindering . . . . .	76.000
Art. 18 . . . . .	714.000
	Fr. 8.656.000

Dit betekent een globale vermindering van bijna 10 % op de uitgaven voor materieel en werking.

**Effectief der Rijkswacht.**

Het effectief der Rijkswacht bedraagt :

*Volgens het kader : 12.162.*

*In werkelijkheid : Op 31 mei 1955 : 11.912.*

*Verwacht : Op 1 januari 1956 : 11.927; op 31 december 1956 : 11.927.*

*Begrotิงsgemiddelden : Jaar 1955 : 11.910; jaar 1956 : 11.861.*

**Algemene bespreking.**

**Aanwerving :**

a) Officierenkader;

b) Handhaving van de openbare orde.

Een lid vroeg aan de Minister of de geruchten die de ronde doen aangaande een schorsing van de aanwerving van rijkswachters gedurende 9 maanden gegrond zijn. Indien het antwoord bevestigend is, wenst dit lid de redenen ervan te kennen. Tevens wil hij van de Minister vernemen of deze oordeelt dat het huidige officierenkader volstaat in geval van mobilisatie. Bovendien wenst hij te weten welke Minister bevoegd is om bevelen te geven aan de Rijkswacht in geval van betogeningen en of op dit stuk bijzondere regelen bestaan.

De Minister antwoordde dat er geen sprake van was de aanwerving van rijkswachters in 1956 te schorsen. De aanwerving gaat normaal door. De aanwervingen zullen in 1956 om de drie maanden geschieden.

Daar er in de loop van het trimester manschappen uit de dienst treden, is het begrotิงsgemiddelde lager dan de werkelijke getalsterkte op de eerste en de laatste dag van

L'effectif moyen annuel est donc, lui aussi inférieur à l'effectif réel du 1<sup>er</sup> janvier et du 31 décembre de l'exercice.

Le problème de l'encadrement de la Gendarmerie en cas de mobilisation est complexe. Il fait actuellement l'objet d'une étude.

#### Compétence des Ministres en matière de Gendarmerie.

Trois Ministres différents sont compétents en matière de Gendarmerie :

1<sup>o</sup> le Ministre de la Défense Nationale en ce qui concerne l'organisation, l'entretien et l'administration générale de la Gendarmerie;

2<sup>o</sup> les Ministres de l'Intérieur et de la Justice en ce qui concerne l'utilisation;

3<sup>o</sup> les mesures à prendre et les instructions à donner à la Gendarmerie en cas de manifestations sont uniquement du domaine du Ministère de l'Intérieur dont le chef est responsable du maintien de l'ordre public.

#### Suppression des brigades.

Un commissaire a demandé si les mesures envisagées en ce qui concerne la suppression de certaines brigades rurales ont été exécutées et dans quelle mesure; dans l'affirmative si une plus grande mobilité des unités a été prévue ?

Relativement à cette question, M. le Ministre a répondu que 13 districts et 29 brigades ont été supprimés. D'autre part, les effectifs des brigades territoriales ont été revus en fonction des services qu'elles ont à accomplir. De nombreuses brigades ont entre autres été dotées d'un moyen de locomotion rapide (jeep ou side-car).

D'autre part, l'accord des Ministres de l'Intérieur et de la Justice a été demandé pour la réorganisation des brigades territoriales.

#### Statut du personnel de la Gendarmerie.

Un commissaire demande où en est l'élaboration du projet de statut du personnel de la Gendarmerie.

M. le Ministre répond que son projet est prêt et qu'il a demandé l'avis de ses collègues de l'Intérieur et de la Justice. Ceux-ci le lui feront parvenir incessamment. En ce qui concerne le projet de statut des sous-officiers, il sera déposé dès que le projet de statut des officiers aura été voté par les deux Chambres.

#### Discussion des articles.

##### Art. 7. — Indemnité de bicyclette.

Un commissaire fait observer que l'indemnité de bicyclette a été augmentée, il s'en réjouit; néanmoins il ne comprend pas pourquoi le nombre de bénéficiaires a été réduit; il demande également ce que signifient les 60.000 journées d'indemnités à fr. 2.50.

Le Ministre répond que le nombre de bénéficiaires prévu au budget est celui proposé par les services de la Gendarmerie elle-même.

En ce qui concerne les indemnités journalières de fr. 2.50, celles-ci sont accordées aux gendarmes des unités

het trimester. Het jaargemiddelde is dus eveneens lager dan de werkelijke getalsterkte op 1 januari en op 31 december van het dienstjaar.

Het vraagstuk van de kaders der Rijkswacht in geval van mobilisatie is ingewikkeld. Het ligt thans ter studie.

#### Bevoegdheid van de Ministers inzake Rijkswacht.

Drie verschillende Ministers zijn bevoegd inzake Rijkswacht :

1<sup>o</sup> de Minister van Landsverdediging wat organisatie, onderhoud en algemeen bestuur der Rijkswacht betreft;

2<sup>o</sup> de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie wat de aanwending betreft;

3<sup>o</sup> alleen het Ministerie van Binnenlandse Zaken, waarvan het hoofd verantwoordelijk is voor de handhaving van de openbare orde, mag maatregelen nemen en bevelen geven aan de Rijkswacht in geval van betogen.

#### Afschaffing van brigades.

Een lid vroeg of de overwogen maatregelen in verband met de afschaffing van sommige plattelandsbrigades uitgevoerd werden en in welke mate; zo ja, of een grotere mobilité der eenheden werd tot stand gebracht ?

In verband met deze vraag antwoordde de Minister dat 13 districten en 29 brigades werden afgeschaft. Anderzijds werd de getalsterkte van de territoriale brigades herzien in functie van de diensten die ze moeten verrichten. Talrijke brigades werden uitgerust met een snel verkeersmiddel (jeep of side-car).

Daarenboven werd de instemming van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie gevraagd voor de reorganisatie der territoriale brigades.

#### Statuut van het Rijkswachtpersoneel.

Een commissielid vroeg hoever het staat met het ontwerp van statuut van het personeel der Rijkswacht.

De heer Minister antwoordde dat dit ontwerp klaar is en dat hij het advies heeft gevraagd van zijn collega's van Binnenlandse Zaken en van Justitie. Dit zal hem weldra toekomen. Wat het ontwerp van statuut der onderofficieren betreft, dit zal ingediend worden zodra het ontwerp van statuut der officieren door beide Kamers is goedgekeurd.

#### Bespreking der artikelen.

##### Art. 7. — Rijwielpergoeding.

Een commissielid geeft er zijn voldoening over te kennen dat de rijwielpergoeding werd verhoogd, maar begrijpt toch niet waarom het aantal gerechtigden werd verminderd. Hij vraagt ook wat de 60.000 dagen vergoedingen à fr. 2.50 betekenen.

De Minister antwoordt dat het aantal gerechtigden, zoals dat in de begroting voorkomt, door de diensten van de Rijkswacht zelf werd voorgesteld.

Wat betreft de dagelijkse vergoedingen van fr. 2.50, worden deze toegekend aan de leden der mobiele eenheden,

mobiles détachés provisoirement dans une brigade dans les cas où ces gendarmes doivent employer leur bicyclette personnelle pour le service.

Dans le cadre de l'article 7, un membre a demandé si certaines indemnités accordées aux gendarmes ne devaient pas être intégrées au traitement afin que la pension puisse être calculée sur un traitement cumulé avec les indemnités.

Le Ministre a fait observer que si certaines allocations ont le caractère de traitement et pourraient par conséquent être intégrées au traitement pour le calcul de la pension, d'autres indemnités par contre sont purement occasionnelles et ne sont justifiées que dans la mesure où les bénéficiaires exercent leurs fonctions donnant droit à ces indemnités.

Le problème de l'incorporation de certaines allocations au traitement pour le calcul de la pension n'est pas nouveau. Il ne pourra être examiné et résolu que dans le cadre de la refonte générale du régime des pensions.

#### Gendarmes engagés pendant la guerre.

Un commissaire s'étonne du fait que le service des gendarmes recrutés pendant la guerre n'est pas porté en compte pour leur avancement, alors que dans les services civils, il l'est.

Le Ministre fait observer que ce problème a un caractère très complexe et que les contingences sont différentes à la gendarmerie et à l'armée par rapport aux administrations publiques civiles. Après la guerre des mesures draconniennes furent prises contre les gendarmes n'ayant pas satisfait à leurs obligations civiques; ceux dont le comportement a été irréprochable furent réengagés et leur service au cours de la guerre est porté en compte pour leur ancienneté en matière de traitement et de pension. Il a demandé à ses services de lui faire certaines suggestions pour le problème de l'avancement. Il ne peut cependant pas prendre d'engagement avant de connaître les propositions qui lui seront faites par ses services.

Un autre membre fait observer que si satisfaction est donnée aux gendarmes recrutés pendant la guerre, il y aurait lieu également de porter en compte les années passées en captivité pour les gendarmes entrés en service après la guerre. A quoi le Ministre répond qu'il est évident que la situation de ces personnes ne pourrait être moins avantageuse que celle des gendarmes engagés pendant la guerre.

#### Considérations générales.

Des réformes heureuses ont vu le jour, notamment la suppression de la distance de 25 km. à observer entre le lieu d'origine et la brigade des gendarmes. La suppression de certains exercices militaires en période d'été, rendant ainsi à leurs vraies fonctions de police les membres du corps de la gendarmerie.

Le projet de budget du corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1956 a été adopté par 9 voix contre 8.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

*Le Rapporteur,  
G. JUSTE.*

*Le Président,  
L. JORIS.*

die voorlopig bij een brigade worden gedetacheerd, ingeval zij hun persoonlijk rijwiel voor de dienst moeten gebruiken.

In verband met artikel 7 stelde een lid de vraag of sommige aan de rijkswachters toegekende vergoedingen niet in de wedde moeten opgenomen worden om het pensioen te kunnen berekenen op een wedde, waarbij de vergoedingen zijn gevoegd.

Als antwoord wees de Minister er op dat sommige uitkeringen weliswaar het karakter van een wedde hebben en bijgevolg in de wedde zouden kunnen opgenomen worden voor de berekening van het pensioen, maar dat andere vergoedingen louter toevallig zijn en slechts verantwoord voor zover degene, die ze genieten, de functies uitoefenen die er recht op geven.

Niet voor de eerste maal komt dit probleem inzake het opnemen van bepaalde uitkeringen in de wedde met het oog op de berekening van het pensioen ter sprake. Slechts in het kader van de algemene omwerking van de pensioenregeling zou het kunnen onderzocht en opgelost worden.

#### Rijkswachters tijdens de oorlog in dienst genomen.

Een lid van de Commissie verwondert zich er over dat de diensten van de tijdens de oorlog aangeworven rijkswachters niet in aanmerking worden genomen voor hun bevordering, terwijl dat in de burgerlijke diensten wel geschiedt.

De Minister merkt op dat deze kwestie uiterst ingewikkeld is en dat de omstandigheden bij de Rijkswacht en in het leger verschillen van die in de burgerlijke overheidsbesturen. Na de oorlog werden drastische maatregelen genomen tegen de rijkswachters, die in burgerzin waren tekortgeschoten; zij die zich onberispelijk hadden gedragen, werden opnieuw in dienst genomen en de door hen tijdens de oorlog gedane dienst wordt voor hun ancienniteit op het stuk van wedde en pensioen medegerekend. De Minister heeft zijn diensten verzocht hem in verband met het probleem der bevordering bepaalde suggesties te doen. Hij kan echter geen verbintenis aangaan voordat hij de voorstellen kent, welke zijn diensten hem zullen doen.

Een ander lid merkt op dat, als de tijdens de oorlog in dienst genomen rijkswachters voldoening krijgen, ook de in gevangenschap doorgebrachte jaren dienen medegerekend te worden voor de rijkswachters, die na de oorlog in dienst zijn getreden. Daarop antwoordt de Minister dat de toestand van deze personen klaarblijkelijk niet minder gunstig mag zijn dan die van de tijdens de oorlog aangeworven rijkswachters.

#### Algemene beschouwingen.

Er zijn gelukkige hervormingen ingevoerd, zoals de opheffing van het voorschrift, krachtens hetwelk tussen de plaats van herkomst en de brigade der rijkswachters er een afstand van 25 km. moet zijn, evenals de afschaffing van bepaalde militaire oefeningen in de zomerperiode, waardoor de leden van de Rijkswacht weer beschikbaar zijn voor hun echte politieopdrachten.

Het ontwerp van begroting van de Rijkswacht voor het dienstjaar 1956 werd met 9 tegen 8 stemmen aangenomen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

*De Verslaggever,  
G. JUSTE.*

*De Voorzitter,  
L. JORIS.*

## ANNEXES.

## QUESTION N° 1.

M. le Ministre voudrait-il fournir une liste complète des districts et brigades supprimés lors de la réorganisation de 1955 ?

## RÉPONSE.

## 1. Districts.

Deinze.  
Grammont.  
Kontich.  
Jumet.  
Marchienne-au-Pont.  
Morlanwelz.  
Péruwelz.  
Auvelais.  
Gedinne.  
Comblain-au-Pont.  
Waregem.  
Virton.  
Laroche-en-Ardenne.

## 2. Brigades.

*Remarque : En 1939 le nombre de brigades s'élevait à 559 + 6 postes. Il en reste actuellement 544 (dont 4 brigades maritimes) + 4 postes.*

## (i) Brigades existantes en 1939 et supprimées en 1955.

Zeebrugge (était un poste mais est actuellement transformé en brigade maritime).  
Forest (n'a jamais été installée).  
Ixelles.  
Etterbeek.  
Saint-Josse-ten-Noode.  
Linkebeek.  
Ruisbroek.  
Schorisse (ancien poste de Louise-Marie).  
Elsegem.  
Bottelare.  
Bergerhout.  
Herenthout.  
Wasmes.  
Jennappes.  
Ransart.  
Cuesmes.  
Hautrage.  
Cerfontaine.  
Tilleur.  
Fosse-sur-Salm.  
Lommersweiler.  
Lamorteau (était un poste mais avait été transformé en brigade en 1940).

## (ii) Brigades créées pendant la guerre, maintenues après la libération du territoire, mais supprimées en 1955.

Wemmel.  
Leffinge.  
Wijnegem (n'a jamais été installée).  
Marcinelle.  
Aiseau.  
Saint-Gérard.  
Han-sur-Lesse.  
Longvilly.

## QUESTION N° 2.

M. le Ministre voudrait-il fournir un tableau des diverses allocations et indemnités, donnant pour chacune d'elles

- a) la base légale;
- b) le mode de paiement ?

Quelle en est l'incidence financière globale ?

## RÉPONSE.

Voir tableaux ci-joints.

## BIJLAGEN.

## VRAAG N° 1.

De heer Minister gelieve me een volledige lijst te bezorgen van de districten en brigades die bij de wederinrichting van 1955 werden afgeschaft.

## ANTWOORD.

## 1. Districten.

Deinze.  
Geraardsbergen.  
Kontich.  
Jumet.  
Marchienne-au-Pont.  
Morlanwelz.  
Péruwelz.  
Auvelais.  
Gedinne.  
Comblain-au-Pont.  
Borgworm.  
Virton.  
Laroche-en-Ardenne.

## 2. Brigades.

*Opmerking : In 1939 bedroeg het aantal brigades 559 + 6 posten. Er zijn er thans nog 544 (waaronder 4 zeebrigades) + 4 posten.*

## (i) Brigades die in 1939 bestonden en in 1955 werden afgeschaft.

Zeebrugge (was een post, maar is thans hervormd tot een zeebrigade).  
Vorst (werd nooit ingericht).  
Elsene.  
Etterbeek.  
Sint-Joost-ten-Noode.  
Linkebeek.  
Ruisbroek.  
Schorisse (vroege post van Louisa-Maria).  
Elsegem.  
Bottelare.  
Bergerhout.  
Herenthout.  
Wasmes.  
Jennappes.  
Ransart.  
Cuesmes.  
Hautrage.  
Cerfontaine.  
Tilleur.  
Fosse-sur-Salm.  
Lommersweiler.  
Lamorteau (was een post doch werd in 1950 tot brigade verheven).

## (ii) Brigades die tijdens de oorlog werden opgericht, na de bevrijding van het grondgebied werden gehandhaafd, doch in 1955 werden afgeschaft.

Wemmel.  
Leffinge.  
Wijnegem (werd nooit ingericht).  
Marcinelle.  
Aiseau.  
Saint-Gérard.  
Han-sur-Lesse.  
Longvilly.

## VRAAG N° 2.

De Minister gelieve een tabel te bezorgen van de verschillende toelagen en vergoedingen, met vermelding voor iedere er van :

- a) van de wettelijke basissen;
- b) van de wijze van betaling.

Welke is de globale financiële weerslag ?

## ANTWOORD.

Zie de tabellen hierbij.

## ALLOCATIONS ET INDEMNITÉS REPRISES A L'ARTICLE 3.

Nature de l'indemnité ou de l'allocation	Dispositions réglementaires (et <i>Moniteur Belge</i> )	Mode de paiement	Incidence budgétaire
1. Allocation de foyer et de résidence ...	1 <sup>o</sup> Arrêté du Régent du 16 mars 1950 ( <i>Moniteur Belge</i> des 20 et 21 mars 1950) modifié par l'arrêté royal du 16 février 1953 ( <i>Moniteur Belge</i> du 19 février 1953) et l'arrêté royal du 6 mars 1954 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 mars 1954). 2 <sup>o</sup> Arrêté royal du 9 avril 1952, art. 32 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 avril 1952).	Mensuellement et anticipativement en même temps que le traitement.	42,442,456
2. Indemnité de naissance ... ... ...	1 <sup>o</sup> Arrêté du Régent du 16 mars 1950, art. 1 ( <i>Moniteur Belge</i> des 20 et 21 mars 1950) modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1954 ( <i>Moniteur Belge</i> des 25 et 26 janvier 1954) et l'arrêté royal du 6 mars 1954 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 mars 1954). 2 <sup>o</sup> Lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés du 19 décembre 1939, art. 73bis et 73ter.	Indemnité forfaitaire occasionnelle.	1,500,000
3. Allocations familiales (y compris l'allocation de la mère au foyer).	1 <sup>o</sup> Id., art. 1 et 2. 2 <sup>o</sup> Id., art. 42. 1 <sup>o</sup> Id., art. 1. 2 <sup>o</sup> Arrêté royal du 16 mai 1951, art. 4 ( <i>Moniteur Belge</i> du 19 mai 1951).	Mensuellement et anticipativement en même temps que le traitement. Id.	90,126,192
4. Indemnités pour frais funéraires ...	Arrêté du Régent du 31 mai 1950 ( <i>Moniteur Belge</i> des 5 et 6 juin 1950) modifié par l'arrêté royal du 31 octobre 1950 ( <i>Moniteur Belge</i> du 18 novembre 1950).	Indemnité occasionnelle.	200,000
5. Pécule de vacances (y compris le complément familial à ce pécule).	Arrêté du Régent du 31 mai 1950 ( <i>Moniteur Belge</i> des 5 et 6 juin 1950) modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1954 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 mars 1954).	Indemnité annuelle payée séparément.	28,438,560 (1)

(1) Compte tenu des dispositions qui prévoient l'octroi, à partir de 1956, du « double pécule de vacances » (voir note sous l'article 3, au début programme justificatif).

## TOELAGEN EN VERGOEDINGEN OPGENOMEN IN ARTIKEL 3.

Aard van de vergoeding of van de toelage	Reglementaire bepalingen (en <i>Belgisch Staatsblad</i> )	Wijze van betaling	Terugslag op de begroting
1. Haard- en standplaatsvergoeding ...	1° Besluit van de Regent dd. 16 maart 1950 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 20 en 21 maart 1950) gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 februari 1953 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 19 februari 1953) en koninklijk besluit van 6 maart 1954 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 maart 1954). 2° Koninklijk besluit van 9 april 1952, art. 32 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 april 1952).	Maandelijks en vooraf, samen met de wedde.	42,442,456
2. Geboortetoelage ... . . . . .	1° Besluit van de Regent van 16 maart 1950, art. 1 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 20 en 21 maart 1950) gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 januari 1954 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 25 en 26 januari 1954) en koninklijk besluit van 6 maart 1954 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 maart 1954). 2° Samengevoerde wetten betreffende de kindertoelagen voor de loontrekkende van 19 december 1939, art. 73bis en 73ter.	Toevallige forfaitaire vergoeding.	1,500,000
3. Kindertoelagen (met inbegrip van de vergoeding van de moeder aan de haard).	1° Id., art. 1 en 2. 2° Id., art. 42. 1° Id., art. 1. 2° Koninklijk besluit van 16 mei 1951, art. 4 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 19 mei 1951).	Maandelijks en vooraf, samen met de wedde. Id.	90,126,192
4. Vergoeding wegens begrafeniskosten.	Besluit van de Regent van 31 mei 1950 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 5 en 6 juni 1950) gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 oktober 1950 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 18 november 1950).	Toevallige vergoeding.	200,000
5. Verlofgeld (met inbegrip van de gezinsbijslag bij dit verlofgeld).	Besluit van de Regent van 31 mei 1950 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 5 en 6 juni 1950) gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 maart 1954 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 maart 1954).	Jaarlijkse vergoeding, afzonderlijk uitbetaald.	28,438,560 (1)

(1) Met inachtneming van de bepalingen waarbij van 1956 af een « dubbel verlofgeld » wordt toegekend (zie nota sub artikel 3, bij het begin van het verantwoordingsprogramma).

## ALLOCATIONS ET INDEMNITÉS REPRISES A L'ARTICLE 7.

Nature de l'indemnité ou de l'allocation 1	Dispositions réglementaires (et <i>Moniteur Belge</i> ) 2	Mode de paiement 3	Incidence budgétaire 4
1. Allocations pour prestations supplémentaires.	Arrêté royal du 9 avril 1952, art. 19 et 21 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 avril 1952).	Mensuellement et anticipativement en même temps que le traitement.	57,801,000
2. Majoration de l'allocation pour prestations supplémentaires aux sous-officiers d'élite commandant une brigade.	Arrêté royal du 9 avril 1952, art. 19 à 21 ( <i>Moniteur Belge</i> du 12 avril 1952).	Id.	2,481,000
3. Primes de ferrure aux maréchaux-ferrants.	Arrêté royal du 9 mars 1951 ( <i>Moniteur Belge</i> du 16 mars 1951).	Prime journalière, payée mensuellement et à terme échu.	65,000
4. Rémunérations de fonctionnaires et officiers chargés de donner des cours à l'École d'Application et à l'École des Candidats sous-lieutenants.	Arrêté royal du 14 juillet 1951 ( <i>Moniteur Belge</i> du 8 août 1951).	Allocation horaire, payée périodiquement à terme échu.	62,000
5. Frais de changement de résidence ...	1 <sup>o</sup> Arrêté du Régent du 8 juillet 1946 ( <i>Moniteur Belge</i> du 7 août 1946) modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1952 ( <i>Moniteur Belge</i> du 24 août 1952). 2 <sup>o</sup> Arrêté ministériel du 31 juillet 1946. 3 <sup>o</sup> Arrêté du Régent du 26 mars 1948 ( <i>Moniteur Belge</i> du 8 avril 1948).	Indemnité forfaitaire occasionnelle, variant d'après la composition de famille et la distance kilométrique.	3,355,000
6. Indemnités de tenue et d'entretien d'équipement.	Arrêté du Régent du 25 janvier 1950 ( <i>Moniteur Belge</i> du 29 janvier 1950).	Mensuellement et anticipativement en même temps que le traitement.	44,552,000
7. Indemnités pour chiens policiers ...	Arrêté royal du 29 octobre 1951, art. 3, 4 et 7 ( <i>Moniteur Belge</i> du 31 octobre 1951).	Id.	144,000
8. Indemnité de monture ... ... ...	Arrêté royal du 29 octobre 1951, art. 1, 2 et 7 ( <i>Moniteur Belge</i> du 31 octobre 1951)	Id.	1,008,000
9. Indemnité de bicyclette ... ... ...	Arrêté royal du 29 octobre 1951, art. 5, 6 et 7 ( <i>Moniteur Belge</i> du 31 octobre 1951).	Id.	5,862,000 (1)
10. Indemnité de logement au personnel subalterne de la gendarmerie de la catégorie des mariés et assimilés non logés aux frais de l'Etat.	1 <sup>o</sup> Arrêté royal du 30 novembre 1950, art. 4 ( <i>Moniteur Belge</i> du 3 décembre 1950). 2 <sup>o</sup> Arrêté royal du 31 juillet 1952 ( <i>Moniteur Belge</i> du 22 août 1952) modifié par l'arrêté royal du 15 février 1954 ( <i>Moniteur Belge</i> du 20 février 1954). 3 <sup>o</sup> Arrêté ministériel du 9 septembre 1952 ( <i>Moniteur Belge</i> du 21 septembre 1952).	Mensuellement et à terme échu.	27,183,000
11. Hautes paies pour décoration militaire.	Arrêté royal du 12 juillet 1952 ( <i>Moniteur Belge</i> du 7 août 1952).	Indemnité journalière.	4,000

(1) Cette incidence budgétaire n'est pas calculée sur la base des dispositions actuelles (voir colonne 2), mais sur celle des dispositions d'un arrêté royal à sortir incessamment et qui prévoit : a) une indemnité mensuelle à 70 francs; b) une indemnité journalière de fr. 2,50, en faveur de certains prestataires.

## TOELAGEN EN VERGOEDINGEN OPGENOMEN IN ARTIKEL 7.

Aard van de vergoeding of van de toelage 1	Reglementaire bepalingen (en <i>Belgisch Staatsblad</i> ) 2	Wijze van betaling 3	Terugslag op de begroting 4
1. Toelagen voor bijkomende prestaties.	Koninklijk besluit van 9 april 1952, art. 19 en 21 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 april 1952).	Maandelijks en vooraf, samen met de wedde.	57,801,000
2. Verhoging van de toelage voor bijkomende prestaties aan de keuronderofficieren bevelhebbers van een brigade.	Koninklijk besluit van 9 april 1952, art. 19 tot 21 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 12 april 1952).	Id.	2,481,000
3. Beslagpremien aan de hoefsmeden .	Koninklijk besluit van 9 maart 1951 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 16 maart 1951).	Dagelijkse premie, maandelijks en achteraf betaald.	65,000
4. Bezoldiging van burgerlijke ambtenaren en van officieren belast met cursussen aan de Applicatieschool en aan de School der candidaat-onderluitenaars.	Koninklijk besluit van 14 juli 1951 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 8 augustus 1951).	Toelage per uur, periodiek en achteraf betaald.	62,000
5. Kosten wegens verandering van standplaats.	1º Besluit van de Regent van 8 juli 1946 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 7 augustus 1946) gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 juli 1952 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 24 augustus 1952). 2º Ministerieel besluit van 31 juli 1946. 3º Besluit van de Regent van 26 maart 1948 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 8 april 1948).	Toevallige forsitaire vergoeding, schommelend naar gelang van de samenstelling van het gezin en de afstand in kilometer.	3,355,000
6. Vergoedingen voor kledij en onderhoud van de uitrusting.	Besluit van de Regent van 25 januari 1950 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 29 januari 1950).	Maandelijks en vooraf, samen met de wedde	44,552,000
7. Vergoedingen voor politiehonden ...	Koninklijk besluit van 29 oktober 1951, art. 3, 4 en 7 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 31 oktober 1951).	Id.	144,000
8. Vergoedingen voor rijpaard ... ...	Koninklijk besluit van 29 oktober 1951, art. 1, 2 en 7 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 31 oktober 1951).	Id.	1,008,000
9. Rijwielpergoedingen ... ... ...	Koninklijk besluit van 29 oktober 1951, art. 5, 6 en 7 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 31 oktober 1951).	Id.	5,862,000 (1)
10. Huisvestingsvergoedingen aan het lager personeel van de Rijkswacht van de categorie der gehuwden en gelijkgestelden, die niet op kosten van de Staat gehuisvest zijn.	1º Koninklijk besluit van 30 november 1950, art. 4 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 3 december 1950). 2º Koninklijk besluit van 31 juli 1952 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 22 augustus 1952) gewijzigd bij koninklijk besluit van 15 februari 1954 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 20 februari 1954). 3º Ministerieel besluit van 9 september 1952 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 21 september 1952).	Maandelijks en achteraf.	27,183,000
11. Hogere soldij wegens militair ere-teken.	Koninklijk besluit van 12 juli 1952 ( <i>Belgisch Staatsblad</i> van 7 augustus 1952).	Dagelijkse vergoeding.	4,000

(1) Deze terugslag op de begroting werd niet berekend op grondslag van de huidige bepalingen (cf. kolom 2), maar op basis van de bepalingen van een koninklijk besluit dat binnenkort verschijnt en waarbij : a) een maandelijkse vergoeding van 70 frank; b) een dagelijkse vergoeding van fr. 2.50 ten bate van zekere betrokkenen worden toegekend.

## QUESTION N° 3.

Tableau donnant la décomposition des dépenses de personnel.

A la fin du tableau donnant la décomposition des dépenses de personnel le texte des renvois (1) et (2) se rapportant aux officiers de l'armée qui émargent au budget de la Gendarmerie n'est pas suffisamment clair.

En effet, la façon dont le détail de ces renvois est libellé ne permet pas de se rendre compte si les effectifs organiques en officiers supérieurs et subalternes de Gendarmerie sont respectés.

Afin de permettre d'exercer un contrôle sérieux sur ces effectifs, M. le Ministre voudrait-il spécifier le grade exact de chacun des officiers de l'armée et de faire figurer ceux-ci, dans le tableau en question, sous une rubrique spéciale, car si ces officiers émargent au budget de la Gendarmerie ils ne font pas partie du cadre des officiers de celle-ci.

Désormais, les crédits prévus pour lesdits officiers devraient être justifiés séparément, ainsi que cela a d'ailleurs été fait, à ma demande, pour le budget de 1955 (voir p. 5 du Rapport 4-XI, 1954-1955, n° 2) fait au nom de la Commission de la Défense Nationale, par M. Juste.

## RÉPONSE.

1. Le cadre organique en officiers de l'armée en service à la gendarmerie est fixé par l'arrêté royal du 25 juin 1949, n° 6143ter. Il se compose d'un officier supérieur et de sept officiers subalternes médecins; d'un officier supérieur et d'un officier subalterne vétérinaire et de deux officiers subalternes d'administration.

Ces renseignements sont fidèlement donnés par le renvoi (1) du tableau de décomposition des dépenses de personnel.

2. Les cadres effectifs en officiers de l'armée en service à la gendarmerie, par contre, sont donnés au renvoi (2) du même tableau.

3. Les grades des officiers de l'armée présents à ce jour sont :

- 1 colonel vétérinaire;
- 1 major médecin;
- 1 capitaine en 1<sup>er</sup> vétérinaire;
- 1 capitaine en 1<sup>er</sup> médecin;
- 1 capitaine en 1<sup>er</sup> d'administration;
- 1 capitaine d'administration;
- 4 sous-lieutenants de réserve médecins.

## QUESTION N° 4.

M. le Ministre n'estime-t-il pas que l'usage des bicyclettes et de chevaux à la gendarmerie est suranné et qu'il y aurait lieu de les remplacer par des moyens de locomotion plus modernes?

Avec leurs bicyclettes les gendarmes des postes frontières par exemple ne peuvent rien pour poursuivre les utilisateurs de véhicules automobiles.

## RÉPONSE.

Il ne peut être question de supprimer complètement la cavalerie. Ce moyen d'action est excellent au cours des services d'ordre de tout genre, que la gendarmerie est appelée à exécuter dans les grands centres.

Les bicyclettes sont toujours indiquées pour l'exécution de services préventifs (tournées et patrouilles), les moyens de locomotion plus rapides s'opposant à une prospection minutieuse des circonscriptions des brigades.

Néanmoins la motorisation des brigades territoriales est poussée activement et 226 brigades sur 548 (brigades maritimes et postes compris) sont actuellement pourvues d'un ou de plusieurs moyens de locomotion rapides.

## QUESTION N° 5.

Une somme de 6.500.000 francs est prévue à l'article 10 du budget pour l'entretien des locaux.

Dans le budget des Travaux Publics, à l'article 9, y figure une somme de 19.467.000 francs pour location.

## VRAAG N° 3.

## Uiteenzettingstabel der personeelsuitgaven.

De tekst van de verwijzingen (1) en (2) die betrekking hebben op de legerofficieren die op de begroting van de Rijkswacht worden bezoldigd, aan het slot van de uiteenzettingstabel der personeelsuitgaven, is niet duidelijk genoeg.

Inmers, uit de bijzonderheden van die verwijzingen kan men niet opmaken of aan de organieke effectieven der hoofd- en lagere officieren de hand werd gehouden.

Ten einde een ernstige controle op die effectieven mogelijk te maken, gelieve de Minister de juiste graad van ieder van die legerofficieren te bepalen in deze in de bedoelde tabel te vermelden onder een speciale rubriek, want ofschoon die officieren op de begroting van de Rijkswacht worden bezoldigd, maken zij geen deel uit van het officierenkader er van.

Voortaan zouden de voor bedoelde officieren bepaalde kredieten afzonderlijk moeten verantwoord worden, zoals dit trouwens op mijn verzoek werd gedaan voor de begroting van 1955 (zie blz. 5 van het Verslag 4-XI, 1954-1955, n° 2), uitgebracht namens de Commissie voor de Landsverdediging van de heer Juste.

## ANTWOORD.

1. Het organiek kader van de legerofficieren die in dienst zijn bij de Rijkswacht werd vastgesteld bij koninklijk besluit van 25 juni 1949, 6143ter. Het is samengesteld uit één hoofdofficier en zeven lagere officieren-geneesheren, één hoofdofficier en één lager officier-veearts en twee lagere officieren van administratie.

Die inlichtingen worden getrouw weergegeven door de verwijzing (1) van de uiteenzettingstabel der personeelsuitgaven.

2. De kaders van de effectieven der legerofficieren die in dienst zijn bij de Rijkswacht worden daarentegen aangegeven in de verwijzing (2) van dezelfde tabel.

3. De graden van de officieren van het leger die thans in dienst zijn houden als volgt :

- 1 kolonel-veearts;
- 1 majoor-geneesheer;
- 1 eerstaanwezend kapitein-veearts;
- 1 eerstaanwezend kapitein-geneesheer;
- 1 eerstaanwezend kapitein van administratie;
- 1 kapitein van administratie;
- 4 reserve-onderluitenaars-geneesheren.

## VRAAG N° 4.

Meent de Minister niet dat het gebruik van fietsen en paarden bij de Rijkswacht verouderd is en dat zij zouden moeten vervangen worden door moderner vervoermiddelen?

Met hun fietsen kunnen de rijkswachters van de grensposten, b.v. niets uitrichten om diegenen die autovoertuigen gebruiken te vervolgen.

## ANTWOORD.

Er kan geen sprake van zijn de cavalerie volledig af te schaffen. Dat actiemiddel bewijst uitstekende diensten voor allerlei ordediensten waarvoor de rijkswacht in de grote centra instaat.

Fietsen zijn nog steeds het beste middel voor het uitvoeren van voorbehoedende diensten (inspectietochten en patrouilles). Snellere vervoermiddelen verhinderen de nauwkeurige prospectie van de gebieden der brigades.

Niettemin wordt ijverig voortgang gemaakt met de motorisatie van de territoriale brigades, en 226 brigades op 548 (zeerbrigades en posten inbegrepen) zijn thans voorzien van één of meer snelle vervoermiddelen.

## VRAAG N° 5.

Op artikel 10 van de begroting is een bedrag uitgetrokken van 6.500.000 frank voor onderhoud van de lokalen.

In de begroting van Openbare Werken, op artikel 9, komt een bedrag voor van 19.467.000 frank voor huur.

Il me serait agréable de savoir si des casernes ou locaux quelconques seront réparés, agrandis ou si des nouvelles casernes sont prévues au programme pour 1956.

Dans l'affirmative, je voudrais connaître la liste des casernes qui sont prévues aux programmes.

#### RÉPONSE.

1. La somme de 6,500,000 francs prévue à l'article 10 — locaux — est destinée à l'entretien locatif des bâtiments mis à la disposition de la gendarmerie. Ces crédits sont mis à la disposition des Commandants de Quartier en tenant compte de l'importance et de l'état de chaque casernement.

2. Des nouvelles constructions ont été prévues pour 1956. Il n'est, à l'heure actuelle, pas possible d'en donner le programme. Cette question est de la compétence de M. le Ministre des Travaux Publics. Des précisions seront données ultérieurement et directement aux honorables membres pour ce qui est de ce dernier point.

#### QUESTION N° 6.

##### Avancement des gradés d'élite.

Lors de la discussion du budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1955, M. le Ministre a déclaré que la question relative à l'avancement des gradés d'élite était liée à celle se rapportant au projet de statut du personnel de la gendarmerie, projet qui est en voie d'élaboration.

Je ne reviendrai donc pas sur cette question. Toutefois, si le dépôt devait encore tarder longtemps, il y aurait lieu d'en revenir au plus tôt au système d'avancement unique pour tous les gradés d'élite indistinctement, système qui a été adopté, le 7 mars 1928, par M. le Ministre de la Défense Nationale sur proposition de l'Inspecteur général de la gendarmerie de l'époque, mais qui, pour des raisons injustifiées et injustifiables, a été abandonné pendant la guerre 1940-1945 par M. Van Coppenolle.

#### RÉPONSE.

Cette question pourra être examinée d'une façon approfondie lors de la discussion du projet de loi ayant droit au statut du personnel subalterne de la gendarmerie. Ce projet de loi sera déposé dans des délais relativement brefs.

#### QUESTION N° 7.

##### Indemnité de logement.

M. le Ministre voudra bien m'excuser si je reviens encore et toujours sur la question du droit au logement des gradés et gendarmes mariés, question qui me tient à cœur.

Je persiste à croire que les gradés et gendarmes mariés ont un droit incontestable au logement gratuit à charge de l'Etat. Comment peut-on d'ailleurs concevoir qu'il en soit autrement ? J'ai même l'impression que M. le Ministre n'est pas loin, lui aussi, d'être de mon avis.

Dans ces conditions, si ces gradés et gendarmes mariés doivent se loger à leurs frais, faute de logements dans les casernes, l'Etat a l'obligation de les indemniser en conséquence. Et l'indemnité doit être égale pour chacun, et non calculée en raison du grade des intéressés, attendu que le droit au logement est égal pour tous. Par conséquent, à droit égal, indemnité égale.

#### RÉPONSE.

La réglementation en vigueur à la Défense nationale en matière de logement à charge de l'Etat, et notamment celle relative à l'allocation de logement accordée aux militaires au-dessous du rang d'officier de la gendarmerie mariés non logés gratuitement dans des bâtiments de l'Etat, doit respecter les principes et règles contenus dans l'arrêté royal

Graag vernam ik of er kazernes of andere lokalen worden hersteld of vergroot, ofwel of in het programma voor 1956 nieuwe kazernes in aanmerking zijn genomen.

Zo ja, dan wens ik de lijst te kennen van de kazernes, die in de programma's opgenomen zijn.

#### ANTWOORD.

1. Het bedrag van 6.500.000 frank, uitgetrokken op artikel 10 — lokalen — is bestemd voor het ten laste van de huurder vallende onderhoud van de gebouwen waarover de Rijkswacht beschikt. Die kredieten worden ter beschikking gesteld van de Kwartiercommandanten, met inachtneming van de belangrijkheid en de staat van elke kazernering.

2. Nieuwe bouwwerken zijn voor 1956 in het vooruitzicht gesteld. Thans is het nog niet mogelijk het programma er van mee te delen. Die kwestie valt onder de bevoegdheid van de Minister van Openbare Werken. Later zullen, in verband met dit laatste punt, nadere gegevens rechtstreeks aan de leden worden verstrekt.

#### VRAAG N° 6.

##### Bevordering van de keuronderofficieren.

Bij de besprekking van de begroting van de Rijkswacht voor het dienstjaar 1955, verklaarde de Minister dat de kwestie van de bevordering van de keuronderofficieren in verband stond met de kwestie van het ontwerp van statuut van het personeel der Rijkswacht, ontwerp dat thans wordt uitgewerkt.

Ik zal dus niet op deze kwestie terugkomen. Indien het neerleggen van dit ontwerp echter nog geruime tijd mocht uitblijven, dan zou er aanleiding toe bestaan zodra mogelijk terug te komen tot het systeem der eenvormige bevordering voor alle keuronderofficieren zonder onderscheid, systeem dat op 7 maart 1928 door de Minister van Landsverdediging op voorstel van de toenmalige Inspecteur-generaal van de Rijkswacht werd aangenomen, maar waarvan, wegens onverantwoorde en niet te verantwoorden redenen, tijdens de oorlog 1940-1945, afgezien werd door Van Coppenolle.

#### ANTWOORD.

Deze kwestie zal grondig onderzocht kunnen worden bij de besprekking van het wetsontwerp in verband met het statuut van het onderschikt personeel van de Rijkswacht. Dit wetsontwerp zal binnen betrekkelijk korte tijd neergelegd worden.

#### VRAAG N° 7.

##### Huisvestingsvergoeding.

De heer Minister gelieve me te verontschuldigen indien ik andermaal terugkom op de kwestie van het recht op huisvesting van de gehuwde manschappen en onderofficieren; deze kwestie ligt me inderdaad nauw aan het hart.

Ik denk nog steeds dat de gehuwde manschappen en onderofficieren een onbetwistbaar recht op huisvesting op kosten van de Staat hebben. Hoe zou men kunnen denken dat zulks niet het geval is ? Ik denk zelfs dat ook de heer Minister bijna mijn mening deelt.

Onder deze omstandigheden heeft de Staat tot plicht een behoorlijke vergoeding uit te kerzen aan de gehuwde manschappen en onderofficieren die zelf voor hun huisvesting moeten zorgen bij gebrek aan huisvestingsmogelijkheden in de kazernes. Deze vergoeding moet gelijk zijn voor iedereen en mag niet berekend worden volgens de gtaad van de betrokkenen, vermits allen een gelijk recht op huisvesting hebben. Voor een gelijk recht is immers een gelijke vergoeding verschuldigd.

#### ANTWOORD.

De bij Landsverdediging geldende reglementering inzake huisvesting ten laste van de Staat en o.m. de reglementering betreffende de huisvestingsvergoeding, toegekend aan gehuwde militairen van een lagere rang dan die van rijkswachtofficier die niet gratis gehuisvest worden in gebouwen van de Staat, moet in overeenstemming zijn met de begin-

du 30 novembre 1950 qui est un arrêté de portée générale applicable à tous les départements ministériels (*Moniteur belge* du 3 décembre 1950).

Or, l'article 4 de cet arrêté royal dispose que l'indemnité tenant lieu de logement qui est octroyée à certains agents lorsque le logement ne peut être fourni en nature, ne peut dépasser 10 % du montant brut du traitement moyen *du grade*.

En raison de cette condition imposée, il n'est pas possible de déferer au désir de l'honorable membre.

seleen en regelen vastgelegd in het koninklijk besluit van 30 november 1950, dat toepasselijk is op alle ministeriële departementen (*Staatsblad* van 3 december 1950).

In artikel 4 van dit besluit wordt nu bepaald dat de vergoeding geldend als huisvesting, die toegekend wordt aan bepaalde personeelsleden wanneer de huisvesting niet in natura kan worden verstrekt, niet hoger mag zijn dan 10 % van het brutobedrag van de gemiddelde wedde *van de graad*.

Wegens deze bepaling is het niet mogelijk tegemoet te komen aan de wens van het lid.